

France - L'année politique 1994

L'année 1994 s'annonçait, en politique, comme une année tranquille, une année sans enjeux majeurs, après le tournant spectaculaire des législatives de 1993 et avant le combat décisif de la présidentielle de 1995. La gauche profondément affaiblie et déconsidérée, rien ne paraissait faire obstacle au triomphe annoncé de la droite, qui, après s'être réinstallée à l'hôtel Matignon, allait se préparer, dans la confiance et la sérénité, à reconquérir le palais de l'Élysée. Jacques Chirac, son chef de file incontesté, était donné vainqueur par avance face à Michel Rocard, dont nul ne doutait qu'il serait le candidat des socialistes. Les deux scrutins programmés en 1994, les cantonales de mars et les européennes de juin, ne semblaient pas de nature à modifier le cours des choses, leur signification politique n'étant pas tenue, traditionnellement, pour déterminante.

Or, contre toute attente, la succession des événements n'a pas tardé à bouleverser ce scénario trop bien réglé, sous la double pression des rivalités de personnes et du développement des "affaires". Les querelles d'hommes n'ont pas cessé, en effet, d'agiter la majorité à mesure que la concurrence entre Jacques Chirac et Édouard Balladur apparaissait au grand jour ; mais le Parti socialiste n'a pas été épargné, les batailles de courants entraînant, au lendemain des européennes, le départ de Michel Rocard de son poste de premier secrétaire. Quant aux "affaires", si elles ont continué de toucher la gauche à travers les cas de Bernard Tapie et, d'une autre manière, des trois anciens ministres socialistes mis en cause dans le drame du sang contaminé, elles ont surtout frappé la droite, provoquant en particulier la démission de trois membres du gouvernement, Alain Carignon en juillet, Gérard Longuet en octobre et Michel Roussin en novembre.

L'hypothèse d'une candidature d'Édouard Balladur à l'élection présidentielle étant devenue une quasi-certitude, la majorité est agitée, dès le début de l'année, par la perspective de l'affrontement entre les deux "amis de trente ans". Le Premier ministre est, en effet, au faite des sondages. Une enquête de la Sofres, en janvier, lui promet même une élection dès le premier tour de scrutin avec 52 p. 100 des suffrages. Aussi ses rivaux comme ses adversaires s'efforcent-ils d'exploiter les faux pas et les échecs du gouvernement. Il est vrai

qu'ils sont servis par les événements.

Ainsi, Édouard Balladur se trouve aux prises avec la mobilisation des partisans de l'école publique, qui manifestent massivement, le 16 janvier, à l'appel d'une centaine d'organisations de gauche, pour protester contre la réforme de la loi Falloux. Cette réforme, adoptée précipitamment un mois auparavant par le Parlement, tend à autoriser désormais les collectivités locales à financer librement les investissements des établissements privés. Trois jours auparavant, le Conseil constitutionnel a jugé contraire à la Constitution la principale disposition du nouveau texte : perçue comme un revers du gouvernement, cette décision, loin de dissuader les manifestants d'exprimer leur colère, leur donne l'occasion de crier victoire.

📍 1. Erreur de manœuvre

Si la gauche ne se prive pas de condamner, par la voix de François Mitterrand, "une initiative malheureuse" et, par celle de Michel Rocard, premier secrétaire du P.S., la "duplicité" et la "brutalité" d'Édouard Balladur, accusé de conduire "un gouvernement de campagne électorale", une partie de la droite profite des circonstances pour faire entendre sa différence. Raymond Barre dénonce la "maladresse insigne" du gouvernement. Quant à Jacques Chirac, il "comprend" que certains expriment des "réserves" sur la procédure suivie pour l'adoption du texte. Mais il ne s'en tient pas là. Il préconise, le 3 janvier, une "autre politique" pour lutter contre le chômage, qui continue d'augmenter, et, bientôt relayé par ses principaux lieutenants, se lance dans une guérilla de moins en moins discrète contre le Premier ministre. Jean-Louis Debré, le porte-parole du R.P.R., qui est chargé de dire tout haut ce que Jacques Chirac se contente encore de suggérer, souhaite, le 7 janvier, "une cohabitation plus dure avec le président de la République", reprochant implicitement à Édouard Balladur de ménager François Mitterrand, et affirme, le 2 février, après l'annonce par le Premier ministre de mesures en faveur de l'emploi : "Bien, mais aurait pu mieux faire." Alain Juppé et Philippe Séguin, deux proches du président du R.P.R., appellent également au renouveau.

Trois semaines plus tard, Jacques Chirac saisit une nouvelle occasion de s'opposer à Édouard Balladur en critiquant la prolongation du moratoire sur les

essais nucléaires. Il récidive en mars, en soulignant que “le pays ne va pas bien, même s’il est mieux gouverné”. Ainsi, le fossé commence à se creuser entre les deux principales personnalités du mouvement gaulliste, alors que Charles Pasqua, le “troisième homme” du R.P.R., qui relance en février son projet de “primaires” pour l’élection présidentielle et qui tente de corriger son image “sécuritaire” en présentant un grand projet sur l’aménagement du territoire, est soupçonné de “rouler” pour Édouard Balladur.

Second épisode significatif, second grave revers pour le gouvernement : la création, en application de la loi quinquennale sur l’emploi, du contrat d’insertion professionnelle (C.I.P.), suivie de sa suspension, puis de son retrait au terme de nombreuses et quelquefois violentes protestations. La publication, le 24 février, de deux décrets permettant d’embaucher des jeunes à 80 p. 100 du S.M.I.C. est aussitôt présentée par l’opposition comme l’institution d’un “S.M.I.C. jeunes”. Le Premier ministre a beau expliquer qu’il s’agit d’“une forme d’apprentissage à temps partiel”, la mesure provoque un immense tollé. Celui-ci s’exprime, tout au long du mois de mars, par une série de manifestations qui réunissent des dizaines de milliers de lycéens et d’étudiants, à Paris comme en province. Le 28 mars, Édouard Balladur suspend le C.I.P., avant de le retirer deux jours plus tard.

Cette erreur de manœuvre est exploitée contre le Premier ministre. Jacques Chirac souhaite que l’affaire ne soit “qu’une simple polémique” et se réjouit de l’opposition d’Édouard Balladur à la mise en place d’un “S.M.I.C. jeunes”. Raymond Barre conseille à Édouard Balladur de ne pas “s’enfermer”. Au nom du P.S., Michel Rocard se moque des “avancées téméraires” et des “reculs piteux” du gouvernement, qu’il invite à ne pas faire “de pari sur le désespoir de la jeunesse”.

📍 2. Espoirs et désillusions à gauche

Aidée par les fautes du Premier ministre, la gauche tente de se remettre de sa déroute des élections législatives en oubliant provisoirement ses querelles internes et en s’efforçant de redevenir une force de proposition. Au Parti communiste, le remplacement de Georges Marchais par Robert Hue au poste de secrétaire national (titre qui se substitue à celui de secrétaire général) est interprété comme le signe d’une volonté d’ouverture, même si l’ancien numéro un demeure membre des instances dirigeantes. Au Parti socialiste, l’organisation des

Assises de la transformation sociale, les 5 et 6 février, qui rassemblent des représentants de toutes les familles de la gauche, semble annoncer un redressement, que confirme la victoire de candidats socialistes dans deux des trois élections législatives partielles qui se déroulent au même moment.

Les élections cantonales des 20 et 27 mars ne démentent pas ce regain de confiance. Avec 22,45 p. 100 des suffrages exprimés au premier tour, soit nettement plus qu'aux législatives de l'année précédente, les socialistes s'en sortent mieux, en effet, qu'ils ne l'espéraient. Au second tour, s'ils perdent un département (la Creuse), ils en gagnent trois (la Dordogne, la Gironde et la Réunion) et en conservent plusieurs qui paraissaient menacés. Selon Michel Rocard, c'est "la première soirée électorale satisfaisante pour la gauche depuis cinq ans", c'est-à-dire depuis les municipales de 1989. Le Parti communiste, qui préserve ses bastions de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne, maintient également son influence. En revanche, pour la majorité gouvernementale, en dépit d'un premier tour honorable (44,58 p. 100 pour le R.P.R., l'U.D.F. et les divers droite) et d'une indéniable supériorité d'ensemble, les résultats sont plutôt décevants : le second tour ne confirme pas, comme le note Valéry Giscard d'Estaing, "l'élan, les espoirs" du premier, en raison d'une "certaine nationalisation du débat" et de "la situation angoissante de l'emploi".

Mais, si la droite a raison de s'inquiéter, la gauche a tort de se réjouir trop vite. Moins de trois mois plus tard, les élections européennes apparaissent comme une débâcle pour les socialistes, qui n'obtiennent que 14,49 p. 100 des suffrages, et comme un recul pour la majorité, dont la liste d'union, conduite par Dominique Baudis, ne recueille que 25,58 p. 100 des voix. Le P.S. continue de pâtir de la désaffection d'un électorat désorienté, alors que la droite paie les conséquences de sa division. Les grands triomphateurs du scrutin sont, en effet, d'un côté Philippe de Villiers (12,33 p. 100), qui offre aux mécontents de la majorité l'occasion d'un vote protestataire, de l'autre Bernard Tapie (12,03 p. 100), qui rassemble sur son nom les espoirs des déçus du socialisme. Deux formes de populisme qui confirment la crise de la représentation politique en France.

Ces résultats provoquent un séisme au P.S., où Michel Rocard, mis en minorité le 19 juin, se démet de ses fonctions de premier secrétaire, au bénéfice

de Henri Emmanuelli, et renonce surtout à son statut de “candidat naturel” des socialistes à l’élection présidentielle, laissant le champ libre à Jacques Delors. Dans la majorité, Jacques Chirac présente, le 20, ses “réflexions” pour un projet présidentiel, qui font l’objet d’un livre, *Une nouvelle France*, tandis que Philippe Séguin développe ses idées contre le chômage.

L’intervention chirurgicale subie par François Mitterrand, à la mi-juillet, relance les spéculations sur la possibilité d’une élection anticipée. Mais, en six mois, la situation s’est largement modifiée : l’éventualité d’une candidature de Jacques Delors, auquel le président de la République a rendu hommage lors de son traditionnel entretien télévisé du 14 juillet, redonne de l’espoir à la gauche, alors que la popularité persistante d’Édouard Balladur, qui reste en tête des sondages malgré les aléas de la gestion gouvernementale, perturbe le jeu de la droite.

Les escarmouches continuent pendant l’été et le début de l’automne, donnant lieu à des échanges de “petites phrases”, jusqu’à ce que Jacques Chirac annonce officiellement sa candidature, le 4 novembre, au nom du “changement”. Il place d’emblée sa campagne sous le signe de l’“euroscepticisme”, en proposant l’organisation d’un référendum avant le passage à la monnaie unique, prévu dans la “troisième phase” du traité de Maastricht. Édouard Balladur et Jacques Delors affirment également leur présence dans le débat : le premier défend sa politique dans des tournées en province, appelant au rassemblement des Français ; le second, qui publie un livre d’entretiens, *L’Unité d’un homme*, est plébiscité par le P.S., réuni en congrès à Liévin du 18 au 20 novembre, avant d’annoncer, le 11 décembre, au grand regret des socialistes, son refus d’entrer dans la course à l’Élysée, faute d’une majorité prête à soutenir son action en cas de victoire. De son côté, Charles Millon, président du groupe U.D.F. de l’Assemblée nationale, annonce, le 9 novembre, son intention d’être candidat.

📍 3. Scandales financiers

Ces joutes préélectorales ont lieu sur fond d’“affaires” de toutes sortes qui créent un climat de défiance à l’égard des politiques. Ces affaires, qui mettent en cause le comportement personnel d’hommes publics, ne sont pas toujours liées à des délits financiers. Dans le cas de François Mitterrand, elles concernent le passé du chef de l’État. Ainsi, la relation du président de la République avec la période de

Vichy est à plusieurs reprises source de polémiques. Au moment du procès de Paul Touvier, ancien milicien condamné pour crime contre l'humanité, le 20 avril, à la réclusion à perpétuité, François Mitterrand, dans un entretien accordé à l'historien Olivier Wieviorka (*Nous entrerons dans la carrière*), plaide, au nom de la réconciliation nationale, pour l'oubli, suscitant surprise et indignation. Cinq mois plus tard, un livre de Pierre Péan (*Une jeunesse française*), en partie fondé sur des confidences du président de la République lui-même, révèle les sympathies pétainistes de François Mitterrand au cours des premières années de l'Occupation et les liens amicaux qu'il a longtemps maintenus avec René Bousquet, secrétaire général à la Police de Vichy. Ces révélations sèment la consternation à gauche.

Autre affaire, celle du sang contaminé, qui connaît plusieurs rebondissements : en juillet, les plaintes déposées contre Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé étant jugées recevables par la commission des requêtes de la nouvelle Cour de justice de la République, une information judiciaire est ouverte ; en septembre, les trois anciens ministres sont mis en examen pour "complicité d'empoisonnement" ; en octobre, c'est le tour de quatre de leurs collaborateurs immédiats.

Ce sont, le plus souvent, les scandales financiers qui reviennent à la une de l'actualité. La gauche, qui a déjà payé le prix électoral de ses indécrottes, est encore sous le coup de poursuites judiciaires. Bernard Tapie, dont l'immunité parlementaire est levée en juin, fait l'objet de plusieurs mises en examen, avant d'être placé en liquidation judiciaire en décembre et déclaré inéligible pour cinq ans ; en juillet, Jean-Michel Boucheron, ancien maire d'Angoulême, en fuite en Argentine, est condamné par contumace ; en novembre, Henri Emmanuelli, au titre d'ancien trésorier du P.S., est renvoyé devant le tribunal correctionnel et Michel Gillibert, ancien secrétaire d'État aux Handicapés, est mis en examen. Mais la droite, surtout, est touchée par les accusations de corruption. C'est le cas de plusieurs élus d'outre-mer (Éric Boyer à la Réunion, Édouard Chammougon en Guadeloupe, Gaston Flosse en Polynésie) et de quelques notables métropolitains (Maurice Arreckx, alors président du conseil général du Var, qui se trouve indirectement atteint par l'enquête menée après l'assassinat, en février, de Yann Piat, député P.R. ; Michel Noir, maire de Lyon ; Jacques Médecin, ancien maire de Nice, extradé d'Uruguay en novembre).

La démission de trois ministres du gouvernement Balladur, qui sont tous trois mis en examen pour des faits touchant au financement de la vie politique, et dont l'un, Alain Carignon, est placé en détention provisoire, donne aux affaires une ampleur exceptionnelle et conduit les responsables de la majorité à s'interroger sur la manière de lutter contre la corruption. Alors qu'un groupe de travail est constitué à l'Assemblée nationale, à l'initiative de Philippe Séguin, le Premier ministre propose notamment un abaissement des dépenses électorales et un meilleur contrôle des marchés publics. Des chefs d'entreprise sont également poursuivis par la justice, notamment ceux de la Cogedim, d'Alcatel et de Saint-Gobain, tandis que le juge Thierry Jean-Pierre met en cause les deux grandes sociétés de distribution d'eau, la Compagnie générale des eaux et la Lyonnaise des eaux-Dumez.

Cette succession de scandales et de révélations ébranle le système politique. Certains, alors, n'excluent pas une évolution comparable à celle qu'a connue l'Italie, où l'opération Mains propres a bouleversé l'équilibre des partis et renouvelé le personnel dirigeant.